

CHAPITRE XI

La géographie de la famille libérale

Christian VANDERMOTTEN, Pablo MEDINA LOCKHART

Il y a deux géographies électorales en Belgique, celle de la Flandre et celle de la Wallonie avec Bruxelles. C'est vrai non seulement au niveau des performances électorales des familles politiques (tableau 1), mais aussi, certes dans une moindre mesure et comme on le verra plus loin, en ce qui concerne une partie au moins des déterminants des comportements électoraux.

Ces deux géographies sont présentes dès l'époque du suffrage censitaire, au XIX^e siècle, et se renforcent plus encore avec le passage au vote plural, puis au suffrage universel. Elles renvoient à l'opposition entre une révolution industrielle et une laïcisation précoces en Wallonie, du moins dans l'axe Haine – Sambre – Meuse, et une crise séculaire du textile flamand, avec le maintien tardif d'une société à forte base (semi-)rurale, bien encadrée par le clergé. Opposition à laquelle se superposent d'emblée, sur le plan politique, un encadrement du monde ouvrier par le mouvement socialiste, parfois lié à la gauche libérale dans le sud du pays par un anticléricalisme partagé, et une récupération du mouvement flamand, sur une base communautaire et non pas de classe, par le bas-clergé dans le nord. Il en résultera un encadrement majoritaire du monde ouvrier flamand par la démocratie chrétienne, un interclassisme plus répandu dans le nord du pays, voire des périodes où les fractions les plus radicales du mouvement flamand n'hésiteront pas à assumer un positionnement de droite extrême ¹.

Ainsi, si dès 1919 on a pu opposer la force socialiste au sud, en particulier dans l'axe industriel wallon, à la domination catholique/sociale chrétienne en Flandre,

¹ Voir e.a. Pierre MARISSAL, Pablo MEDINA LOCKHART, Gilles VAN HAMME, Christian VANDERMOTTEN *et al.*, *Atlas de Belgique. 1. Géographie politique*, Politique scientifique fédérale, Commission de l'Atlas national, Gand, Academia Press, 2007 et Christian KESTELOOT, Walter DE LANNOY, Pieter SAEY, Eric SWYNGEDOUW et Christian VANDERMOTTEN, « Les fractionnements sociaux de l'espace belge. Une géographie de la société belge », *Contradictions*, 1990, 58-59.

la famille libérale apparaissait néanmoins longtemps avoir échappé en partie à cette dichotomie, bien que ses résultats globaux eussent toujours été moins bons en Flandre qu'en Wallonie. La poussée libérale de la seconde moitié des années 1960, correspondant à l'abandon du discours anticlérical, a eu beaucoup plus de force en Wallonie, creusant le temps de deux élections l'écart des scores avec la Flandre. Mais l'écart Flandre – Wallonie se réduit dès 1971 et s'inverse même exceptionnellement en 1978. Toutefois, depuis le début de ce siècle, la famille libérale évolue elle aussi de manière différente dans les deux parties du pays : alors qu'elle a consolidé ses performances, aux alentours d'un quart de l'électorat wallon, plus encore à Bruxelles, surtout si on inclut le FDF dans la famille libérale au sens large, elle est aujourd'hui de plus de 40 % moins forte en Flandre. De la sorte, dans ce texte, les analyses devront être menées de manière distincte pour chacun de ces deux ensembles territoriaux.

Tableau 1. Pourcentages de la famille politique libérale aux élections législatives, y compris les dissidences expressément libérales (donc sans Vivant ni la Liste Dedecker) et une estimation de la part libérale dans les cartels avec les socialistes en Limbourg et Luxembourg entre 1946 et 1958 (Chambre). 1919-2014

	<i>Royaume</i>	<i>Wallonie</i>	<i>Flandre, sans Hal-Vilvorde</i>	<i>Bruxelles, avec Hal- Vilvorde</i>	<i>Ruptures majeures</i>
1919	17,6	18,9	14,5	24,4	
1921	18,1	19,3	14,8	25,2	
1925	14,7	15,1	12,8	19,4	
1929	16,6	17,1	14,0	23,6	
1932	14,3	14,4	11,3	23,7	
1936	12,4	12,2	11,4	16,2	Forte concurrence des rexistes, surtout à Bruxelles
1939	17,4	19,3	13,1	26,1	Effondrement des rexistes
1946	9,7	10,3	8,6	12,1	Poussée catholique et communiste
1949	15,3	14,7	13,2	23,0	Reflux communiste
1950	12,0	12,5	10,1	16,9	
1954	12,9	12,6	11,5	18,0	
1958	11,7	11,3	10,5	16,6	
1961	12,4	11,8	11,8	15,8	
1965	21,6 (23,0)	25,4	16,5	30,2 (38,5)	Abandon du discours anti-clérical
1968	20,9 (23,4)	26,7	16,1	24,4 (39,8)	Concurrence du FDF à Bruxelles et
1971	16,8 (21,3)	17,6	16,4	16,4 (44,5)	concurrence des partis régionalistes en Wallonie
1974	16,1 (21,1)	17,8	17,4	8,2 (40,1)	
1977	15,6 (19,8)	18,8	14,5	12,6 (40,5)	

1978	16,3 (20,6)	16,8	17,3	12,0 (40,0)	
1981	21,5 (24,0)	21,8	21,3	21,9 (39,3)	Affirmation du discours de rigueur économique néo-libérale et
1985	21,0 (22,2)	24,2	17,5	27,7 (36,0)	récupération aux dépens du FDF à Bruxelles
1987	21,0 (22,1)	22,2	18,4	28,6 (36,8)	
1991	20,1 (21,6)	19,8	19,0	25,6 (34,5)	
1995	23,4 (a)	23,9	20,9	33,5 (a)	
1999	24,4 (a)	24,7	22,6	33,4 (a)	Liste commune avec le FDF
2003	26,8 (a)	28,4	25,1	34,1 (a)	
2007	24,3 (a)	31,1	19,7	31,7 (a)	
2010	17,9 (a)	22,3	14,5	26,3 (a)	Impact de la N-VA et de la Liste Dedecker en Flandre
2014	19,8 (21,6)	25,8 (28,2)	15,1	26,5 (34,6)	Poussée socialiste en Wallonie, de la N-VA en Flandre Consolidation malgré la rupture avec le FDF à Bruxelles

Entre parenthèses, y compris le FDF, mais sans les voix RW ou PPW.

(a) FDF inclus dans le PRL/MR.

Les cartes, pour la première fois disponibles par commune, des résultats aux élections législatives de 2014 montrent en Wallonie une opposition nette entre, d'une part, la dominance socialiste dans l'ancien axe wallon, qui s'étend aussi, toutefois moins puissante, aux régions plus rurales du Nord-ouest du Hainaut, de l'Entre-Sambre-et-Meuse et du Nord-est de la Hesbaye, et, d'autre part, la suprématie libérale sur la partie wallonne de l'aire péri-métropolitaine bruxelloise, prolongée jusqu'à l'Ouest de la Hesbaye, ainsi que sur l'Est de la province de Liège et le Sud-est namurois. Seule la province de Luxembourg reste majoritairement aux mains du CDH. A Bruxelles, au-delà d'une nette opposition entre les communes du nord-ouest et celles du sud-est, les socialistes restent de peu le parti dominant, sauf à ajouter le FDF aux scores de la famille libérale (figures 1 et 2).

A l'inverse, en Flandre, la suprématie libérale ne se marque qu'en périphérie bruxelloise, pour une part du fait d'électeurs francophones, ou dans quelques communes isolées, en particulier dans le sud de la Flandre orientale. Ailleurs, la majorité N-VA est omniprésente, particulièrement forte dans le fief anversois de ce parti.

Des déterminations socio-économiques ?

Cette géographie peut-elle s'expliquer par la transposition spatiale de déterminations socio-économiques des électeurs, d'attitudes « de classe », médiatisées le cas échéant par le milieu local et ses structures d'encadrement socio-politiques ? Tentons de répondre à cette question en examinant, séparément pour la Flandre d'une

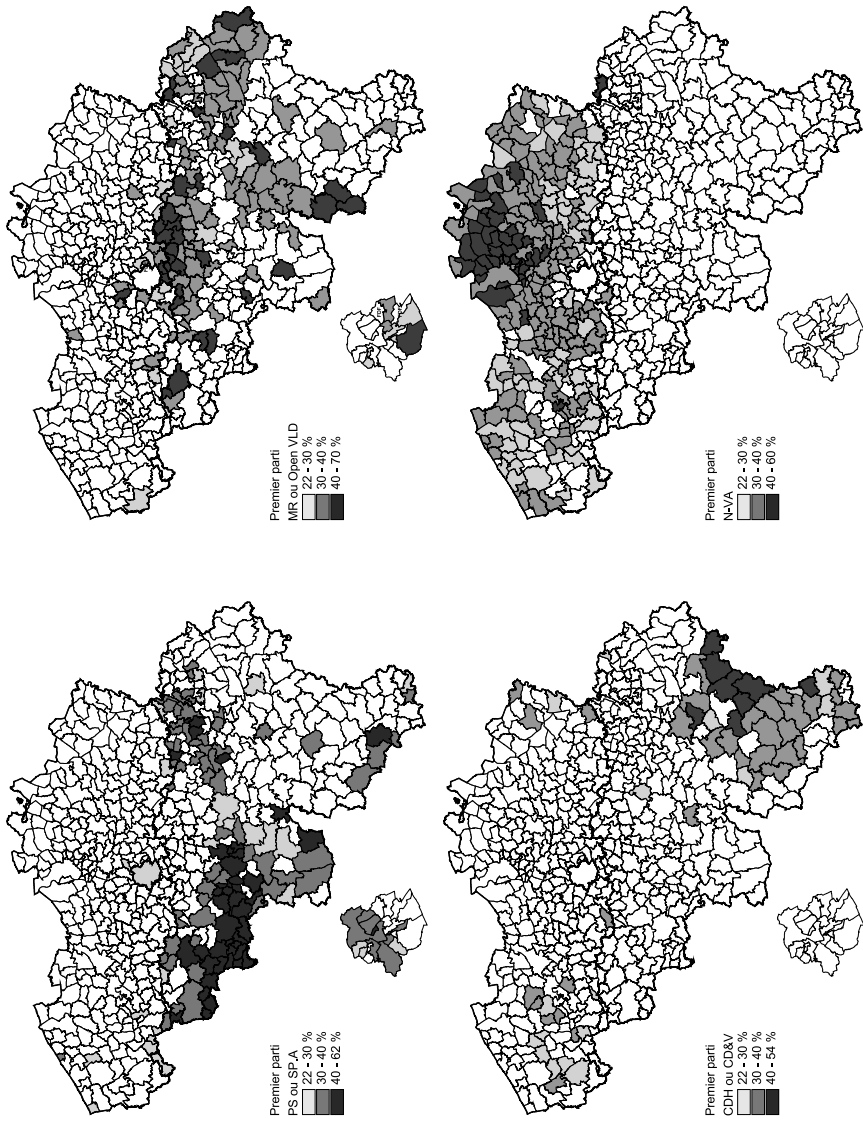


Figure 1. Résultats, par commune, des élections fédérales de 2014, pour la Chambre des représentants. Parti en tête du scrutin

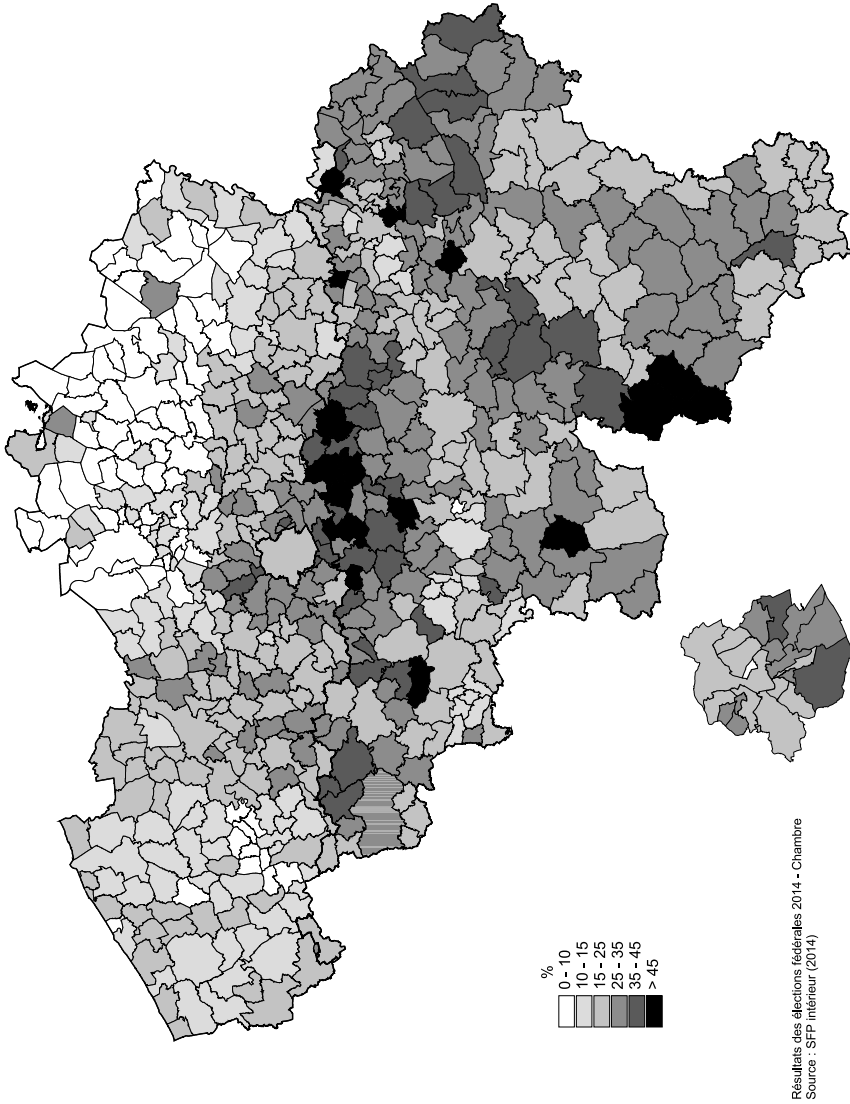


Figure 2. Pourcentage obtenu par la famille libérale (avec le FDF), aux élections fédérales de 2014, pour la Chambre des représentants

part, Bruxelles et la Wallonie de l'autre, les coefficients de corrélation calculés sur les résultats des élections législatives de 2014, au niveau communal, entre les scores libéraux et une série de variables socio-économiques (tableau 2).

Tableau 2. Coefficients de corrélation r entre les scores libéraux et ceux en faveur des autres familles politiques, d'une part, entre ces scores et quelques caractéristiques socio-économiques, d'autre part (niveau communal, élections législatives de 2014)

	<i>Wallonie et Bruxelles-capitale</i>		<i>Flandre</i>
	<i>Libéraux</i>	<i>Libéraux et régionalistes francophones</i>	<i>Libéraux</i>
Socialistes et extrême gauche	-0,66	-0,67	-0,21
Ecologistes	0,22	0,28	-0,02
Sociaux chrétiens et humanistes	-0,14	-0,20	-0,40
N-VA	-	-	-0,58
Extrême droite	-0,58	-0,59	-0,58
% d'employeurs et d'indépendants	0,64	0,65	0,22
% d'indépendants	0,58	0,61	0,24
% d'employeurs	0,61	0,58	0,13
% de diplômés de l'enseignement supérieur	0,53	0,60	0,43
Revenu moyen	0,50	0,56	0,51
% d'actifs dans l'information, les services financiers, technologiques, etc.	0,39	0,56	0,57
% d'actifs dans le commerce et l'horeca	0,15	0,22	0,23
% d'actifs dans l'agriculture	0,28	0,16	0,00
% d'actifs dans l'administration et les services administratifs	-0,22	-0,14	0,25
% d'actifs dans l'industrie	-0,12	-0,22	-0,54
% de diplômés de l'enseignement secondaire inférieur ou supérieur	-0,21	-0,36	-0,41
% de diplômés de l'enseignement primaire et de sans diplôme	-0,36	-0,30	-0,22
% de chômeurs	-0,53	-0,48	-0,23
% de salariés	-0,64	-0,64	-0,22

Tout en restant attentif au risque d'interprétations écologiques fallacieuses ², les chiffres du tableau montrent bien les caractéristiques des « milieux » favorables au

² L'interprétation des résultats doit se faire, à ce stade de l'analyse, avec beaucoup de prudence : d'une part, il faut considérer les corrélations qui existent entre les variables socio-économiques indépendantes ; d'autre part, il convient dans l'interprétation d'éviter les pièges de l'écologie factorielle : ce n'est pas parce qu'il existe une corrélation entre les résultats d'un parti et une caractéristique socio-spatiale que ce sont les électeurs possédant individuellement cette caractéristique qui voteraient davantage pour le parti en question. Ainsi, imaginons que l'on observe une corrélation positive entre le pourcentage d'étrangers et le vote d'extrême droite, il est bien évident qu'il ne faudrait pas en déduire que ce sont les Belges issus de l'immigration qui voteraient plus pour les partis d'extrême droite. Les variables socio-économiques doivent

vote libéral : forte présence de personnes aisées, avec un haut niveau de diplôme, d'indépendants ou d'employeurs, travaillant dans le secteur financier et dans les services de haute technologie. A l'inverse, les « milieux » défavorables au vote libéral sont les zones de faibles revenus, avec des pourcentages élevés de salariés et de chômeurs, de personnes peu diplômées, etc. La dimension « de classe » de la géographie libérale, surtout par opposition à celle des socialistes et de l'extrême gauche, est donc bien présente. Néanmoins, il convient de remarquer que ceci est plus vrai en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre, ne fût-ce que parce que le vote libéral y est plus faible et concurrencé par le vote très interclassiste de la N-VA et parce que le SP.a n'a pas la même emprise hégémonique sur les régions de tradition ouvrière, ni les mêmes capacités d'encadrement sociétal que les socialistes wallons.

L'interprétation du tableau de corrélations ci-dessus appelle aussi à la prudence, dans la mesure où les variables socio-économiques listées peuvent être corrélées entre elles. Il convient donc de procéder, de manière plus fine, à une analyse multivariée, l'analyse en composantes principales. Celle-ci projette les valeurs prises dans chaque commune par les variables socio-économiques sur des axes perpendiculaires, indépendants les uns des autres, dans un espace à n dimensions, n correspondant au nombre de variables prises en compte par l'analyse (figure 3). Nous nous contenterons d'examiner ici les deux premières composantes indépendantes, et surtout la première d'ailleurs, qui synthétise la part la plus forte de la variance spatiale de l'information et est donc la plus facile à interpréter. Les scores partisans peuvent aussi être projetés sur ces axes, montrant les proximités des géographies des partis avec les répartitions spatiales des groupes de variables qui contribuent à déterminer les axes.

Ici aussi, l'analyse doit être menée séparément pour Bruxelles et la Wallonie d'une part, la Flandre de l'autre. Dans le premier cas, le premier axe synthétise 38,4% de la variance totale de l'information et le deuxième 18,5%, soit 56,9% pour ces seuls deux premiers axes. Pour la Flandre, il s'agit respectivement de 38,0% et de 20,0%, soit 58,0% au total.

Dans les deux cas, la projection des scores partisans sur le premier axe, qui représente donc la structuration spatiale la plus déterminante, oppose clairement la famille libérale d'une part, aux socialistes et à l'extrême gauche d'autre part. Conformément à ce qui apparaissait déjà plus haut, cette opposition est toutefois spatialement plus tranchée côté wallon et bruxellois que côté flamand, ce qui renvoie logiquement aux histoires politiques des deux parties du pays. Des deux côtés, les écologistes ont une géographie qui relève de déterminants socio-économiques similaires à ceux de la famille libérale, alors qu'à l'opposé l'extrême droite se situe près des socialistes et de l'extrême gauche. Les premiers représentent une tendance de gauche post-moderne issue de milieux sociaux diplômés, similaires à ceux où les libéraux recrutent de préférence ; les seconds trouvent leur clientèle parmi les segments populaires, peu éduqués, au chômage ou dans des situations d'emploi précaires, les plus désemparés, mais échappant politiquement à l'encadrement de la gauche traditionnelle. Par rapport à ce premier axe, les sociaux chrétiens flamands

donc plutôt être interprétées comme des indicateurs des types de milieux socio-économiques, dans lesquels se déploient aussi les structures d'encadrement socio-politiques et partisans.

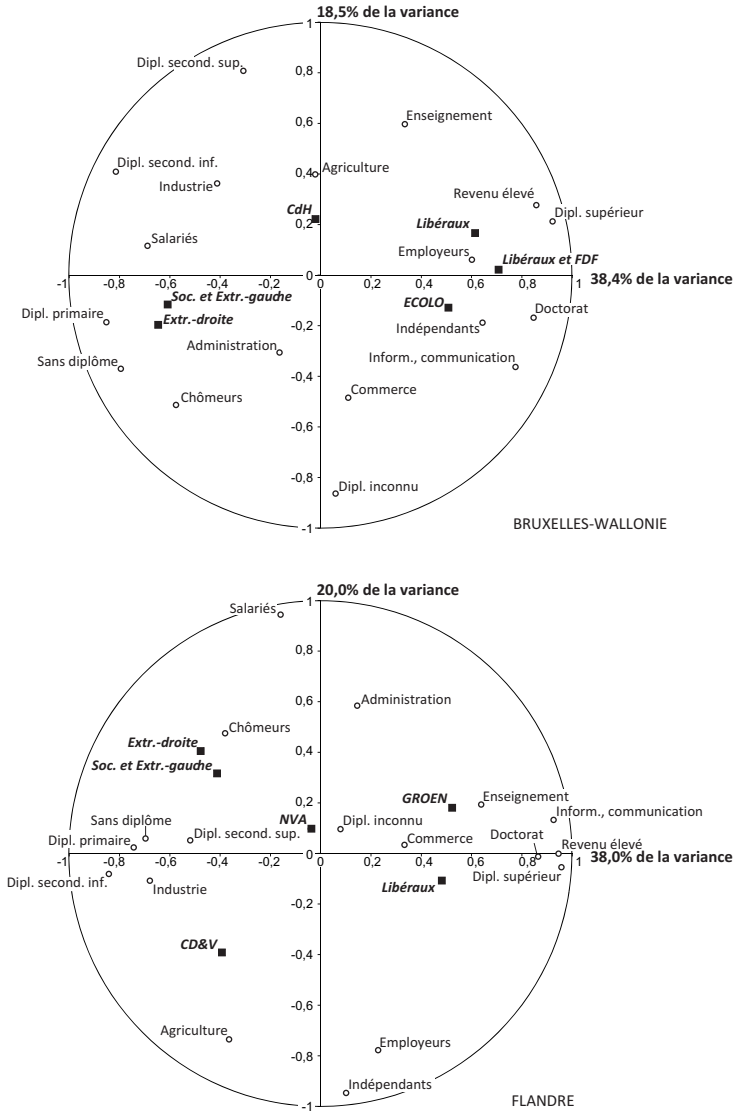


Figure 3. Position des variables socio-économiques sur les deux premiers axes de l'analyse en composantes principales et projection sur ces axes des positions des familles politiques aux élections législatives de 2014. Wallonie et Bruxelles à gauche, Flandre à droite.

penchent du côté des mêmes déterminants spatio-sociaux que ceux du vote socialiste en Flandre, où le CD&V bénéficie encore de ses relais traditionnels syndicaux et mutuellistes dans le monde du travail, alors que ce n'est le cas ni du CDH, ni de la N-VA, dont les géographies sont parfaitement neutres par rapport à cette opposition spatiale première entre milieux sociaux aisés et milieux populaires : ces deux partis apparaissent bien comme relevant de géographies particulièrement inter-classistes, soit sur un mode hégémonique pour la N-VA, qui est parvenue à pénétrer dans tous les milieux (et qui occupe donc aussi une position neutre sur le second axe), soit s'appuyant sur la survivance de fiefs inter-classistes sous-régionaux, en particulier le Luxembourg, pour le CDH. La lecture du second axe montre néanmoins que l'électorat humaniste est plutôt lié à des zones où l'emploi agricole est relativement bien présent, avec des populations aux niveaux de formation intermédiaires, en particulier travaillant proportionnellement beaucoup dans le secteur de l'enseignement.

Il est intéressant de constater que si, côté francophone, les employeurs et les indépendants sont très proches du pôle libéral, et très opposés au pôle salariés/chômeurs/socialistes, en revanche en Flandre la position des salariés d'une part, des employeurs et indépendants de l'autre est presque indépendante des oppositions qui se manifestent sur le premier axe : encore une fois, cela traduit l'emprise de la N-VA sur ces catégories, ainsi que la concurrence encore exercée par le CD&V à la fois sur les salariés, aux dépens du SP.A, et sur les employeurs et indépendants, aux dépens des libéraux.

L'analyse des résidus de régression

Il ressort donc de ceci qu'au niveau communal, la meilleure corrélation apparaît côté wallon et bruxellois entre le vote pour la famille libérale (y compris le FDF) et le niveau moyen des revenus, la part des personnes disposant d'un diplôme du supérieur, la part de celles travaillant dans le secteur de l'information, de la finance, de l'immobilier et des services technologiques, celle des employeurs et des indépendants. Une régression a été calculée, estimant le vote théorique pour la famille libérale dans chaque commune s'il n'était déterminé que par l'ensemble de ces variables. Les valeurs calculées sont corrélées avec les résultats réels avec un coefficient de corrélation $r = 0,76$, soit une explication de la variance totale (r^2) à raison de 58%³. Côté flamand, avec des variables pour l'essentiel identiques, le coefficient de corrélation est de $r = 0,66$ et la variance expliquée de 44%⁴. La moyenne des écarts absolus au niveau

³ L'équation de régression est la suivante, mais du fait des corrélations entre variables indépendantes il ne faut pas attacher trop de signification aux coefficients : vote famille libérale Wallonie + Bruxelles (avec le FDF) = 0,00035 revenu moyen + 0,09230 part des diplômes supérieurs, hors doctorat - 3,19232 part de doctorats + 0,55021 part des actifs dans l'information, les services financiers et technologiques + 1,39052 part d'employeurs + 1,21184 part d'indépendants - 11,2484.

⁴ L'équation fournissant le meilleur estimateur est ici : vote libéral = 0,00024 revenu moyen - 0,75837 part des diplômes supérieurs, hors doctorat - 0,21816 part de doctorats + 1,58238 part des actifs dans l'information, les services financiers et technologiques - 0,61795 part d'employeurs + 1,01256 part d'indépendants + 0,27928 part des actifs dans l'enseignement - 0,17336 part des actifs dans le commerce et l'horeca - 2,0565.

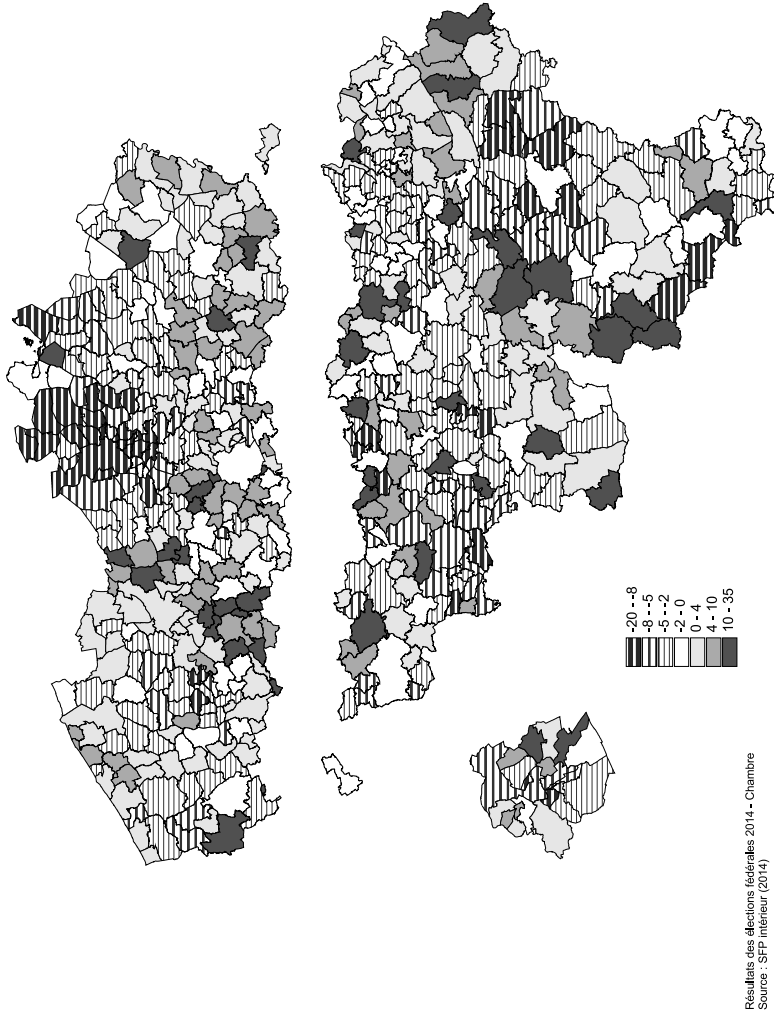


Figure 4. Carte des résidus absolus entre les résultats observés et les résultats calculés par les équations de régression
Les lignés horizontaux traduisent des résultats moins bons qu'attendus, les grisés des résultats supérieurs à ceux attendus des structures socio-économiques

communal entre les résultats calculés et les résultats réels est de 5,0% pour le vote pour la famille libérale côté wallon et bruxellois, de 4,7% côté flamand. Cet exercice a pour intérêt la cartographie des résidus de régression, c'est-à-dire des écarts entre le vote théorique et le vote observé : on peut ainsi déterminer les zones où la famille libérale fait mieux ou moins bien que ce que l'on attendrait des structures socio-économiques locales et essayer d'en comprendre les raisons (figure 4). Si ces résidus étaient répartis spatialement de manière aléatoire, ils pourraient n'avoir d'autre signification que de petits « bruits statistiques » ou ne rendre compte que du charisme de l'un ou l'autre candidat local, ou à l'inverse de la faiblesse de ceux-ci. Mais les choses sont plus intéressantes, puisque ces résidus dessinent clairement eux-mêmes des géographies cohérentes : il s'agit donc de comprendre pourquoi dans certaines zones la famille libérale – ou toute autre famille politique – performe systématiquement mieux ou moins bien que ce que suggéreraient les structures socio-économiques locales. Les interprétations renverront souvent à des hystérésis, c'est-à-dire à l'impact de structures d'encadrement héritées du passé, dont les bases objectives se sont estompées ou ont disparu ; c'est souvent aussi là où de telles hystérésis existent que peuvent émerger des personnalités charismatiques locales, dont l'influence, si elle peut être indéniable, ne fait que s'inscrire dans un terreau favorable.

Côté wallon, le rôle amplificateur des structures d'encadrement est évident. Les libéraux font moins bien qu'attendu dans l'ensemble de l'ancien sillon industriel, où l'encadrement socialiste est hégémonique, ainsi qu'en province de Luxembourg, où pèsent encore les traditions sociales chrétiennes et les personnalités locales du CDH, mais dans ce cas avec quelques exceptions positives. Les performances relatives des libéraux sont en revanche particulièrement mauvaises dans cette province là où l'électorat « laïc » est bien capté par les socialistes (vallée de la Semois, Saint-Hubert).

A l'inverse, les scores libéraux dépassent ceux attendus des structures dans des zones rurales où ils sont le premier parti : Sud-est du Namurois, Est de la province de Liège, voire Entre-Sambre-et-Meuse. Dans ce dernier cas, ils apparaissent en position de concurrencer la majorité qui reste toutefois socialiste, liée historiquement à la tradition industrielle et extractive locale, ainsi qu'à l'influence de la navette vers Charleroi : les structures chrétiennes n'ont jamais eu en Entre-Sambre-et-Meuse la même force d'encadrement que dans le Luxembourg⁵. Est-ce une lointaine survivance de comportements plus anti-cléricaux hérités de la différence entre appartenances d'Ancien Régime, aux terres liégeoises d'une part, luxembourgeoises de l'autre ?

Les libéraux font aussi mieux qu'attendu dans les zones des grandes cultures des plateaux du nord du sillon, où la propriété ecclésiastique et nobiliaire était importante sous l'Ancien Régime et où les gros fermiers ont pesé sur la vie politique après la fin de celui-ci : pays de Herve, ouest de la Hesbaye et est du Brabant wallon, nord-est du Hainaut, nord du Tournaisis. Cette forte présence libérale est toutefois réduite par l'influence socialiste du sillon industriel au nord de Liège ou, en Hainaut, en pays carrier.

⁵ Ainsi, déjà au milieu du XIX^e siècle, l'Entre-Sambre-et-Meuse a été la première zone wallonne où la fécondité a reculé, alors qu'elle est restée forte dans le Luxembourg jusqu'après la seconde guerre mondiale. Ceci est un bon indicateur d'une « laïcisation » précoce.

Le cas du Brabant wallon occidental et central est intéressant : la majorité libérale y est géographiquement très homogène, en particulier dans les communes les plus proches de Bruxelles, correspondant à l'extension résidentielle aisée de la capitale et aux formes nouvelles de périurbanisation qui lui sont associées (développements universitaires, industries technologiques, services de haut niveau qualitatif, etc.). Cette majorité libérale de type périurbain y a parfois conforté des points forts libéraux historiques, liés aux anciennes structures rurales comme ailleurs dans les plateaux de grande culture de Moyenne-Belgique, mais dans d'autres cas elle a supplanté d'anciens îlots socialistes, qui s'appuyaient sur des noyaux d'industrialisation locale (Braine-l'Alleud, Nivelles, Tubize, etc.). Toutefois, si les structures sociales expliquent à suffisance cette domination libérale sur le Brabant wallon central et occidental, il n'empêche que les libéraux n'y font pas partout aussi bien qu'attendu, y compris dans certaines municipalités connues pour la forte personnalité de leur (ancien) bourgmestre, comme Waterloo. C'est que les structures sociales de cette zone, avec une population très diplômée, un fort taux d'universitaires, de hauts revenus, peuvent aussi y favoriser le vote écologiste.

A Bruxelles, le vote libéral et FDF est le plus dominant, sans surprise, dans les communes aisées résidentielles de seconde couronne orientale. Il y est en général supérieur à ce que les structures sociales suggèrent, rendant compte donc ici aussi d'effets de renforcement liés aux bourgmestres et aux structures d'encadrement en place, sauf là où une importante population intellectuelle est plus attirée par le vote écologiste (Watermael-Boitsfort, Ixelles, Uccle). Bien qu'il soit moins fort dans les communes résidentielles de la seconde couronne occidentale, le vote pour la famille libérale au sens large y dépasse aussi ce que suggéreraient les structures sociales. A l'inverse, le vote socialiste dispose d'une majorité relative dans les communes centrales et septentrionales et en outre la famille libérale y réalise de moins bons scores qu'attendu : cela résulte de la conjonction de sa faible pénétration dans l'électorat d'origine immigrée, ainsi que de la présence importante dans ces communes de jeunes gentrificateurs, qui favorisent le vote écologiste, voire celui en faveur des socialistes, là où ceux-ci pratiquent le plus clairement une politique de rénovation encourageant cette forme de reconquête urbaine, comme à Saint-Gilles, voire à Bruxelles-Ville.

Côté flamand, la carte des résidus amplifie aussi dans une certaine mesure celle des scores libéraux, mais ce qui est surtout remarquable, c'est l'étonnante concordance entre attitudes politiques et découpage provincial ; on retrouve d'ailleurs cela au niveau de l'organisation administrative de la Région flamande, qui répartit bien plus les compétences au niveau des provinces que ce n'est le cas côté wallon. Les deux provinces où les libéraux obtiennent leurs meilleurs scores, le Brabant flamand et la Flandre orientale, sont aussi celles où les résidus de régression leur sont les plus favorables, avec toutefois une concurrence socialiste et/ou écologiste autour du pôle universitaire de Louvain. Les résidus de régression libéraux sont en revanche particulièrement négatifs là où la N-VA est la plus forte (province d'Anvers, avec un débordement sur l'aire d'influence anversoise sur le pays de Waes ; vallée de la Dendre ; nord du Limbourg), ou encore là où le VLD subit la double concurrence de la N-VA et de la persistance d'une bonne implantation du CD&V (Flandre occidentale).

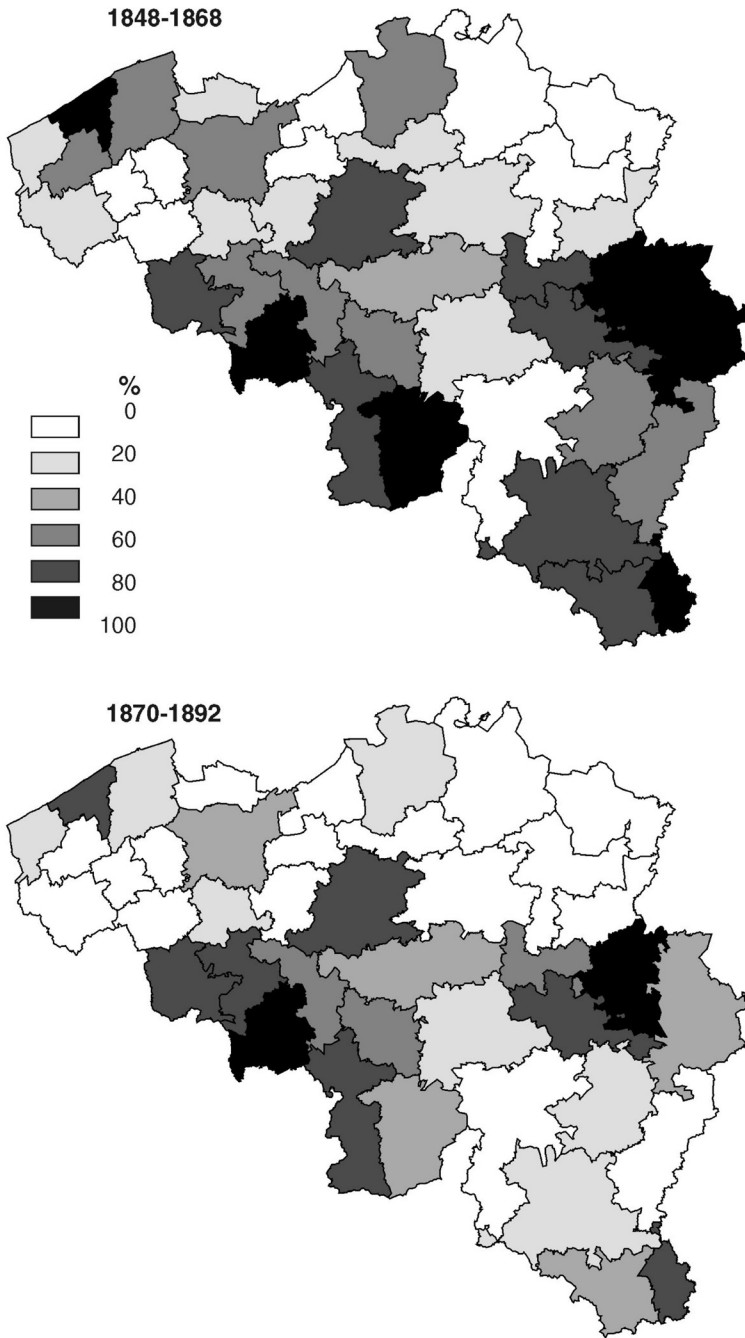


Figure 5. Scores libéraux dans le cadre du suffrage censitaire au XIX^e siècle

Un retour vers l'histoire

Au-delà des déterminants socio-économiques contemporains, la compréhension fine de la carte de l'implantation libérale (et de ses résidus de régression positifs) renvoie donc aussi à l'impact de structures héritées, transmises à travers les encadrements socio-politiques locaux.

Reprenons donc l'histoire de la géographie libérale en Belgique depuis la période du suffrage censitaire.

Dès l'indépendance du pays, les libéraux, qui s'imposent comme la force politique dominante dès que l'unionisme des premières années s'effrite et qui gardent cette position jusque 1870, sont plus puissants dans la partie francophone du pays et à Bruxelles, même si l'écart avec la Flandre est moindre qu'il ne le sera par la suite, les élites disposant du droit de vote pratiquant pour l'essentiel le français. Cet écart est lié entre autres au développement industriel privilégié de la Wallonie et de la capitale, où se concentrent les élites bourgeoises, ce qui n'exclut pas une suprématie libérale dans des arrondissements ruraux wallons où les libéraux peuvent aussi capter le vote des élites liées à l'appareil d'Etat. En Flandre en revanche, le vote libéral est alors plus exclusivement concentré sur les plus grandes villes, Anvers, Gand, Bruges, Ostende et nettement plus faible dans les campagnes pauvres et très christianisées de Flandre intérieure ou du Nord-est (figure 5).

La donne se modifie après 1870, quand les libéraux renforcent leur discours anti-clérical, qui devient anti-catholique, en lien avec l'accès au droit de vote de couches plus radicales issues de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et des capacitaires. Une partie des élites qui constituaient les libéraux doctrinaires rejettent cette évolution vers la gauche et se tournent vers les catholiques, surtout en Flandre rurale, où l'emprise sociale de l'Eglise était plus hégémonique, mais aussi en Haute-Belgique. Les libéraux s'affaiblissent aussi, dans une moindre mesure, dans les grandes villes flamandes, mais pas à Bruxelles, ni dans les villes du sillon wallon (sauf à Verviers) : en conséquence, la différence entre les scores des libéraux flamands et wallo-bruxellois s'accroît, en même temps qu'ils sont exclus du pouvoir au niveau national jusqu'à la première guerre mondiale.

La carte libérale des élections au suffrage universel en 1921 confirme clairement l'opposition Flandre – Wallonie/Bruxelles. En Flandre, outre Anvers, Gand et Ostende, les libéraux ne conservent un poids significatif que dans quelques campagnes, souvent de grande culture en faire-valoir indirect (où l'emprise de l'Eglise sur la propriété avait été importante sous l'Ancien Régime) : polders, sud de la Flandre orientale, Hesbaye flamande. Côté wallon, outre une bonne implantation dans les villes à fonction administrative (Mons, Namur, Liège, Arlon), leurs meilleures positions en milieu rural se situent aussi dans ces zones de grande campagne (Hainaut occidental, Brabant wallon), ainsi qu'en Entre-Sambre-et-Meuse. Ils n'étaient toutefois pas absents en Haute-Belgique, même si les catholiques les y supplantaient largement (figure 6).

Dans un contexte de résultats tendanciellement à la baisse jusque 1961, cette géographie va plus ou moins se maintenir, tout en se contractant sensiblement, en milieu urbain sur Ostende, Gand, Anvers, les beaux quartiers de Bruxelles et Liège, en milieu rural sur les communes des polders et du Westhoek, le sud de la Flandre

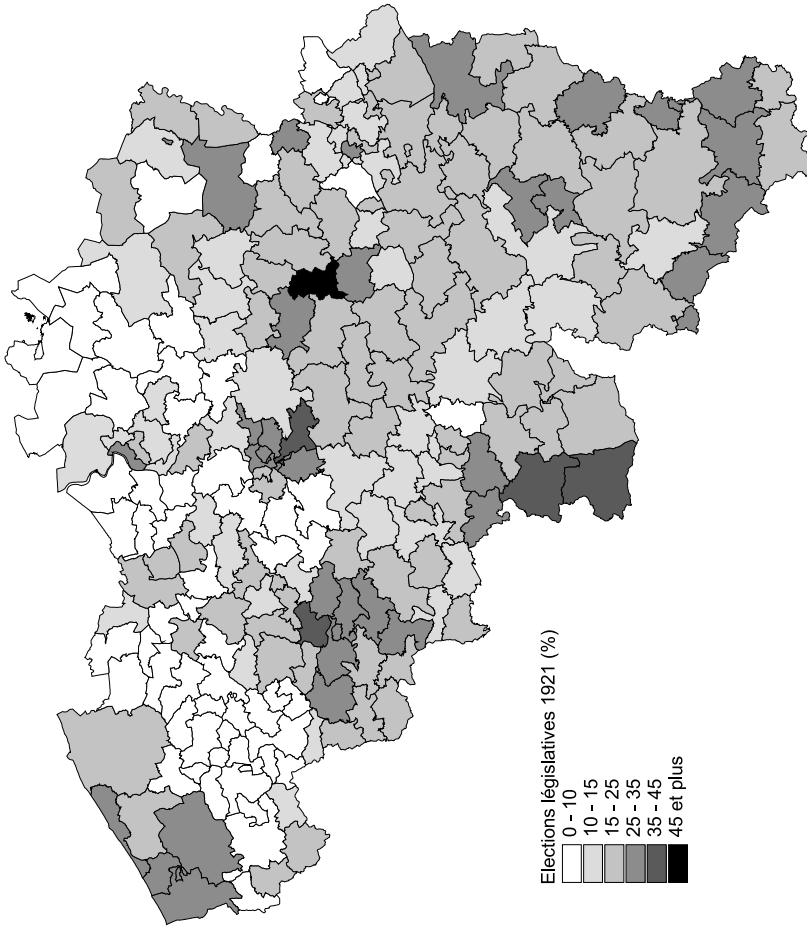


Figure 6. Scores libéraux en 1921

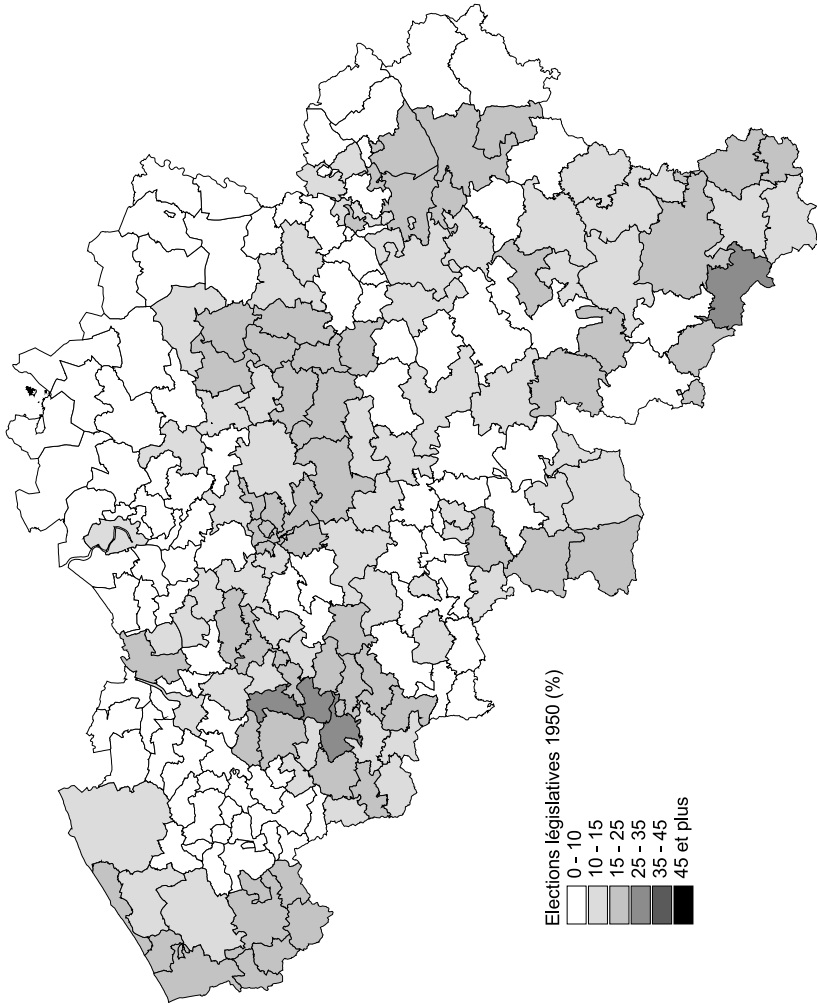


Figure 7. Scores libéraux en 1950

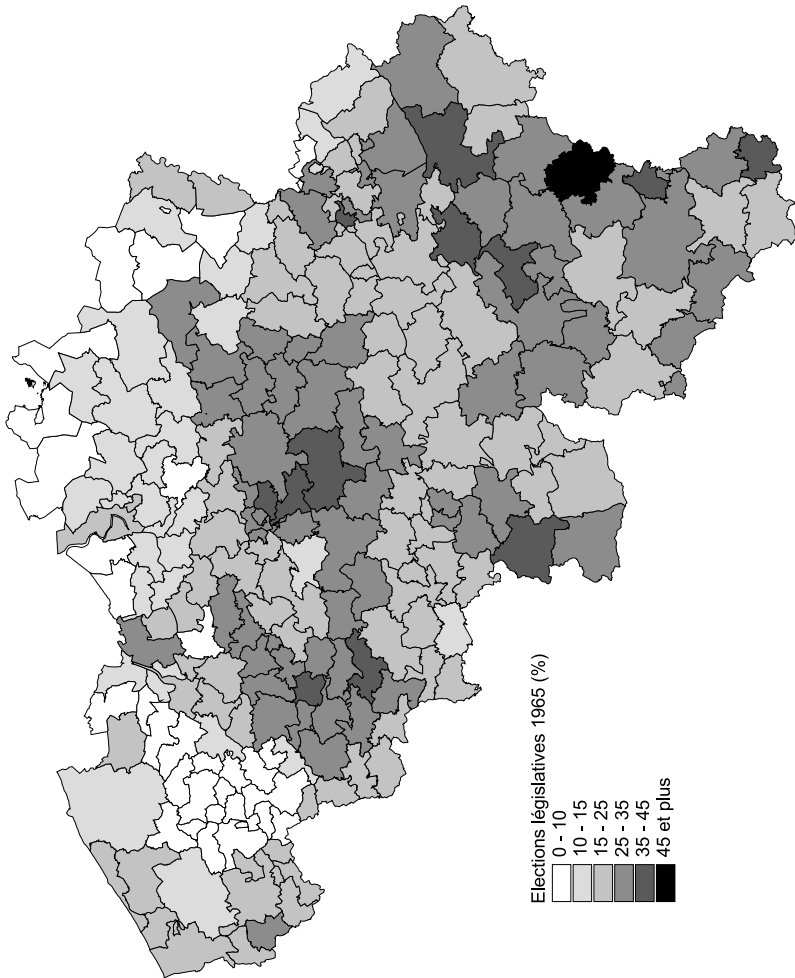


Figure 8. Scores libéraux en 1965

orientale, le nord du Hainaut occidental, le Brabant oriental dans les zones de grande campagne à cheval sur la limite linguistique. L'hégémonie catholique se renforce sur le Luxembourg (figure 7).

Le bond en avant libéral de 1965, sans rompre radicalement avec les répartitions antérieures, installe une géographie proche de celle d'aujourd'hui (figure 8) : la progression nettement plus forte en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre accentue le clivage des résultats entre les deux ensembles ; côté flamand, les résultats sont les meilleurs en Flandre orientale et en Brabant, mais on retrouve toujours les polders et le Westhoek, Ostende, Gand et Anvers et le Maasland limbourgeois. Côté wallon, les meilleurs scores sont toujours, en milieu rural, dans le nord du Hainaut occidental et en Brabant oriental et central, où l'impact de la périurbanisation bruxelloise commence à partir de ce moment à se superposer à celui du vote libéral traditionnel. Si la présence libérale était, comme depuis longtemps, assez marquée en Entre-Sambre-et-Meuse, la géographie était plus floue qu'aujourd'hui en Haute-Belgique, où l'opposition entre le Luxembourg et ses marges namuroise et liégeoise n'apparaissait pas.

Conclusions

La géographie électorale des libéraux, comme celle des autres familles politiques, résulte à la fois de déterminations socio-politiques et de l'impact d'hystérésis, rendant compte du poids des structures d'encadrement locales et régionales historiquement constituées. Parmi les familles politiques belges, les géographies libérale d'une part, socialiste (et de l'extrême gauche) de l'autre apparaissent comme les plus fortement déterminées par des structures « de classe », même si les écologistes d'un côté, l'extrême droite de l'autre le sont aussi par les mêmes composantes. Cette détermination « de classe » est plus marquée en Wallonie qu'en Flandre. Ceci correspond bien aux histoires politiques différentes du sud et du nord du pays, avec là une industrialisation précoce, antérieure à l'encyclique *Rerum Novarum*, qui a permis l'organisation du monde ouvrier par l'Eglise, ici des revendications historiquement structurées autour d'une médiatisation par le communautaire du retard économique qui a longtemps prévalu, permettant un développement du parti catholique interclassiste à travers ses piliers et l'émergence de forces politiques structurées autour d'un consensus revendicatif flamand.

Ce n'est que dans le contexte de ces structurations géographiques qu'il faut interpréter l'émergence de personnalités charismatiques, qui peuvent entraîner un renforcement local des scores partisans.

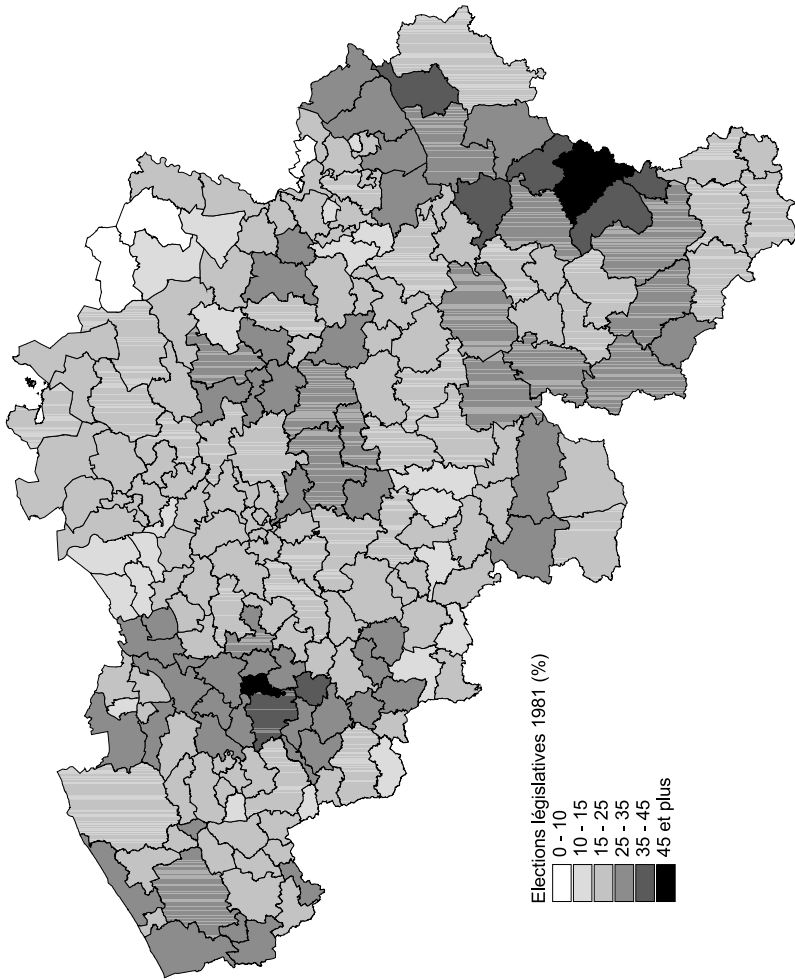


Figure 9. Scores libéraux en 1981

